

Il ne tient qu'à nous de conserver et d'étendre ici la langue française. Les deux plus grands obstacles que nous ayons rencontrés à cet égard n'existent plus. 1o. les traités et la constitution nous garantissent notre langage. 2o. l'élément anglais s'est développé au point de dominer partout, mais sans réussir à nous entamer; l'effort hostile a tourné en échec.

Que devons-nous faire, à présent, pour ne rien perdre de ces précieux avantages, et pour leur donner plus de valeur ?

Étudier la langue, la parler avec précaution, surtout dresser les enfants à la bien prononcer. Tout est là.

C'est assez facile, mais on ne le fait pas, et c'est ce qui pourrait nous ruiner.

N'allons pas créer des fantômes. Les arguments dont on se sert pour nous prouver que le français va périr chez nous, sont insoutenables — mais, ce qui est étrange, c'est que nous ne voyons pas le seul danger sérieux, immédiat qui nous menace : l'ignorance, la négligence, la paresse d'esprit.

Ne nous payons pas de grosses raisons, ne dressons pas d'épouvantails — cette manœuvre n'appartient qu'à ceux qui veulent excuser leurs fautes. Regardons simplement la situation et tâchons de réparer par un peu de travail le mal que la négligence nous a causé.

Des prophéties de malheur, en avons-nous eues ! Depuis cinq quarts de siècle, il s'élève, d'année en année, quelque tireur d'horoscope qui nous prédit l'avenir. Celui-ci déclare (1760) que la conquête anglaise va nous absorber ; celui-là que nous allons tomber au rôle des parias de l'Inde. Un autre annonce que si le régime parlementaire nous est donné (1790) ce sera notre mort nationale. Des Anglais pur sang décident (1774, 1811) que nous sommes des traîtres à l'Angleterre et que nous ne nous battons pas pour elle. Un peu plus tard (1820, 1830) on se demande à quoi bon nous procurer des écoles puisque nous ne sommes pas capables de les apprécier. Après cela vient la commotion de 1837-38

qui est regardée partout comme notre agonie. Je ne parle pas du reste ; on ferait aisément un volume de ces fausses prédictions.

Qui de nous n'a lu dans les livres de France que la langue française allait bientôt disparaître du Canada ? De 1840 à 1845, les journaux de Paris, émus de nos récents malheurs et suivant encore de l'œil nos luttes politiques qui se prolongeaient, ne cessaient de se lamenter sur nos destinées. " Dans un demi-siècle, s'écriaient-ils, la langue française aura disparu des bords du Saint-Laurent." Si les auteurs de ces livres et de ces articles venaient nous voir aujourd'hui, je leur dirais : " Consolerez-vous, il ne reste que cinquans pour compléter votre demi-siècle et nous voilà plus solides que jamais. Tant dans la province de Québec que dans celle d'Ontario et dans les États de l'Union Américaine qui nous avoisinent, vous pouvez adresser la parole, en français, à dix-huit cent mille Canadiens de la vieille roche."

Es-tu content, mon colonel ?

Ne parlons donc plus du danger de notre absorption par l'élément anglais — mais cultivons nos propres ressources, et tout ira bien.

### XXIII

Les trois quarts des populations anglaises qui, dans le dernier demi-siècle, se sont abattues sur l'Amérique, possédaient une instruction très mince ; elles étaient, de plus, préjugées à notre endroit et très européennes d'esprit.

Ces immigrants ont fait fortune, ou tout au moins ont créé dans leurs familles le sentiment de la patrie d'adoption. Leurs fils commencent à prendre place dans la vie, à regarder autour d'eux, à comprendre ce que les pères n'ont pu entrevoir, faute de temps, faute d'argent, faute d'instruction. L'ère nouvelle devra nécessairement être favorable à la langue française, et, comme c'est de nous qu'il faudra emprunter l'enseignement néces-